

**PROGRAMME DES
NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT
(PNUD)**

**GOUVERNEMENT
DU SENEGAL**

**Deuxieme Atelier de Promotion
du Développement Humain Durable**

**Hôtel Méridien Président
23 - 24 juin 1999**

Rapport Final

Juillet 1999

Le Gouvernement du Sénégal et le Programme des Nations Unies pour le Développement ont organisé le deuxième atelier national de promotion du concept et des pratiques en matière du Développement Humain Durable. Cet atelier s'est tenu du 23 au 24 juin 1999 à l'hôtel Méridien Président. Il a vu la participation des représentants du Gouvernement du Sénégal, de la Société Civile, des Universitaires, du Secteur Privé et des Institutions du Système des Nations Unies.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Monsieur El Hadj Ibrahima Sall, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Chargé du Plan. Deux allocutions ont été prononcées à cette occasion. L'une par ce dernier, et l'autre par Madame Odile Sorgho-Moulinier, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Rappelant que le Rapport National sur le Développement Humain est l'aboutissement d'un exercice que le Gouvernement et le PNUD ont confié à un groupe d'experts nationaux indépendants, Madame le Représentant Résident du PNUD a invité les participants à accompagner le processus d'élaboration des futurs rapports nationaux afin de leur conférer toute la qualité scientifique requise.

Au titre des messages forts du Rapport National, Madame le Représentant Résident a relevé notamment que le développement humain n'est pas une résultante simple de la croissance ; qu'il vise plutôt à recentrer la croissance économique sur l'homme en renforçant l'investissement sur le capital humain, sans réduire l'individu à un simple capital humain ; que le développement humain doit être vu comme un processus non seulement au bénéfice des populations, mais organisé, mis en oeuvre et contrôlé par elles. Soulignant les disparités régionales constatées au Sénégal sur le plan du Développement Humain Durable, Madame le Représentant Résident a indiqué que la traduction en actions concrètes des plans et programmes conçus par les autorités nationales pour une meilleure sécurité humaine, thème principal du Rapport National, en vue de l'épanouissement du citoyen, du renforcement de ses capacités d'auto-gestion et de lobbying, constitue le défi majeur qui interpelle le Sénégal et ses partenaires au développement.

Mme le Représentant Résident a également introduit l'édition 1998 du Rapport Mondial sur le Développement Humain en indiquant que la consommation est un moyen essentiel pour atteindre le Développement Humain, mais qu'elle ne débouche pas automatiquement sur le Développement Humain Durable ; que les paradigmes de développement à privilégier sont ceux qui élargissent les possibilités de choix pour la consommation.

Son Excellence, Monsieur le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Chargé du Plan a centré son allocution sur la problématique croissance économique et développement humain durable, en indiquant que ce dernier est devenu, au cours de la décennie, le concept structurant de toutes les approches du développement. Soulignant que la promotion du développement humain a permis de dépasser le dogme simpliste de la croissance, qui pendant longtemps a guidé l'action des

Etats et des Institutions internationales, Monsieur le Ministre a indiqué que l'ajustement macro-économique qui est le préalable à la croissance s'est fait au prix d'un désengagement de la puissance publique des investissements en capital humain. Partant des limites des conceptions quantitativistes de la croissance, il résume le développement humain comme un processus qui vise la qualité de vie et le bien-être, dans le respect des liens générationnels sans lesquels il n'y a pas d'histoire de l'homme.

S.E. M. Le Ministre a invité les participants à prendre en charge résolument le débat sur le développement humain et d'aider le Gouvernement à mieux instruire ses actions quotidiennes à travers la construction de consensus majeurs, à travers la mise en place d'un cadre macro-économique assaini et des plans et programmes sectoriels afin que la croissance serve les stratégies de développement humain.

Les travaux de l'atelier ont été organisés autour de cinq thèmes que sont :

- 1 - Concept de Développement Humain : Contours et Implications
- 2 - Bilan du Développement Humain au Sénégal
- 3 - Sécurité Humaine au Sénégal
- 4 - Globalisation, Consommation et Développement Humain Durable : Quelles Stratégies pour les Pays Pauvres et enfin
- 5 - Perspectives d'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain: Expériences d'autres Pays.

Chaque thème a fait l'objet d'un exposé introductif et des commentaires par des personnes ressources désignées à cet effet. Tous les travaux se sont déroulés en session plénière et le présent rapport fait la synthèse des principales conclusions et recommandations issues de l'atelier.

Les thèmes d'ordre général ont été introduits par Monsieur Abdoulaye Mar Dièye, Economiste en Chef, Chef de l'Unité de Politique Economique du PNUD, New York ; ceux spécifiques au Sénégal l'ont été par les experts nationaux qui ont travaillé à l'élaboration du Rapport. Les aspects thématiques ont été préparés par des représentants des Départements ministériels, des ONG et le rapport général par l'Unité Economique du PNUD/Sénégal

I - Thème : Concept de Développement Humain Durable : contours et implications

L'exposé introductif de Monsieur Abdoulaye Mar Dièye a dégagé quatre aspects fondamentaux relatifs aux contours et implications du concept que sont :

- l'émergence du concept du DHD
- les composantes du DHD
- l'impact du DHD dans les politiques et programmes
- enfin l'implication opérationnelle de ce concept.

1.1. Emergence du concept

S'agissant de l'émergence du concept, un rappel historique a permis de conclure que les contours du concept étaient déjà bien cernés par des pionniers du développement et que son opérationnalisation était déjà effective dans des pays comme la Norvège, la Jamaïque, bien avant sa vulgarisation avec l'appui du PNUD par une équipe d'économistes placés sous la coordination de Monsieur Mahbub Ul Haq, Conseiller Spécial de l'Administrateur du PNUD.

Cette équipe d'économistes, en s'interrogeant sur la causalité directe entre croissance et DHD, a démontré qu'il faut promouvoir plutôt une croissance qui garantisse une répartition plus équitable des fruits de la croissance. Soulignant que l'homme est l'acteur principal du développement et de sa finalité, les tenants de cette thèse insistent sur la qualité de la croissance économique comme une dimension importante du concept de développement humain durable.

1.2. Les composantes du DHD

Les composantes du développement humain durable peuvent se résumer en les aspects suivants :

- l'équité : qui suppose l'accès égalitaire aux opportunités de la Société, notamment l'accès au capital foncier, aux systèmes de crédits et intermédiations financières plus appropriées et l'élimination des barrières culturelles qui limitent l'accès aux ressources ;
- la durabilité : qui rétablit l'équilibre inter-générationnelle ;
- la productivité qui peut être assurée à travers l'investissement dans le capital humain à l'image de pays comme l'Ile Maurice ;
- "Empoverment" ou responsabilisation qui requiert l'établissement d'une démocratie, et d'une décentralisation administrative avancée.

1.3. Impact

En ce qui concerne l'impact des actions de promotion du Développement Humain Durable, il faudra l'apprécier à travers les recherches menées, dans diverses universités africaines au cours des processus d'élaboration des rapports nationaux. Aujourd'hui, plus de 100 pays à travers le monde disposent des rapports nationaux qui servent de référence pour la connaissance de ces pays. La préparation de ces rapports mobilise des énergies, et suscite des débats nationaux d'intérêt stratégique pour la vision future des sociétés concernées.

Nécessité de mobiliser les forces vives autour d'un projet de société

Le DHD nous invite à recentrer la problématique du développement sur l'homme tout en tenant compte des intérêts des générations futures. Il est fondamental d'impliquer pleinement la société civile dans tous les processus. En d'autres termes, le DHD nécessite la participation effective de toutes les forces vives autour de sujets qui peuvent être porteurs de projet de société. Dans ce contexte, une plus grande importance doit être accordée d'abord à l'établissement d'un bilan social critique et à la réalisation d'études prospectives à long terme. Les Populations doivent être partie prenante de cette réflexion prospective, en particulier pour mieux prendre en compte les aspects culturels.

Nécessité de trouver des formes appropriées pour vulgariser les concepts à tous les niveaux de la société : Communication

Le déficit de communication apparaît comme une des causes des déficiences constatées au niveau des populations par rapport aux questions de développement. Il est important que la communication se fasse en amont prenant en compte les populations et les élus locaux tout en évitant que les intellectuels confisquent le débat.

Nécessité de créer la richesse ; et sans la paix sociale on ne peut créer la richesse: croissance économique

Il est important de disposer des mécanismes d'évaluation des plans qui prennent en compte l'aspect social et qui intègrent des mécanismes visant à les corriger. Il est important d'apprendre à créer de la richesse et pour se faire il faut une paix sociale.

Nécessité de procéder à une évaluation institutionnelle des pays africains dans la perspective du DHD

Les populations doivent disposer de mécanismes leur permettant de procéder à une évaluation institutionnelle dans leurs pays respectifs et en tirer des recommandations dans la perspective du DHD. Actuellement, on assiste à une dégradation des indicateurs sociaux dans un contexte où on fait l'éloge d'une ouverture peu maîtrisée sur le marché mondial.

Nécessité de restaurer la souveraineté des Etats dans la perspective du DHD

Les Etats ont besoin de restaurer leur souveraineté vis-à-vis des institutions financières internationales pour concevoir et mettre en oeuvre des politiques économiques et sociales en faveur du DHD. Cependant, le contexte actuel de mondialisation tend à ramener cette notion à celle de la gouvernance internationale.

Nécessité pour le PNUD de disposer des capacités institutionnelles appropriées pour le DHD

Il est important que le PNUD démontre chaque fois que de besoin qu'il dispose des capacités institutionnelles appropriées pour donner un contenu opérationnel aux approches et concept qu'il développe. Dans ce contexte, il est important de faire la démonstration de la spécificité de l'action du PNUD par rapport notamment à la Banque Mondiale. Ceci est le défi qui interpelle le PNUD, la société civile et les pays membres pour soutenir l'action du PNUD en particulier sa neutralité qui lui donnerait la liberté de procéder à une analyse objective. Dans ce contexte, l'action du PNUD serait déterminante par rapport à l'opérationnalisation d'options stratégiques mondiales telles que le 20/20, la Taxe Tobin et les prochaines négociations au niveau de l'OMC.

II - Thème : Bilan du Développement Humain Durable au Sénégal

L'exposé introductif de cette session par Monsieur El Hadji Seydou Nourou Touré, expert national, membre de l'équipe d'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain a relevé les caractéristiques ci-après du développement humain au Sénégal telles qu'elles apparaissent dans le Rapport National sur le Développement Humain.

- 1 - l'essentiel des indicateurs relatifs à la santé, l'éducation, l'environnement, la sécurité alimentaire sont en deçà des normes internationales ;
- 2 - d'importantes disparités régionales caractérisent le Sénégal sur le plan du développement humain ;
- 3 - le chômage, en particulier celui des jeunes, la pauvreté et la malnutrition sont criards en dépit des progrès réalisés sur le plan du rétablissement de certains équilibre macro-économiques.

De l'analyse de ces éléments de diagnostic, des commentaires de Monsieur Taoufik Ben Abdallah, facilitateur de ce thème et des discussions y afférentes, nous retenons les conclusions suivantes :

La substance du rapport pourrait être améliorée dans le sens :

- d'une meilleure prise en compte de la problématique d'un cadre institutionnel approprié pour l'atteinte des objectifs du développement humain durable. La réflexion devrait être approfondie en ce qui concerne la place à réserver au secteur informel et la question du financement du développement dans un contexte de fragilisation des politiques sociales.

- de la participation des populations et du renforcement de leur capacité à jouer un rôle actif dans le processus de développement.

- d'une analyse en termes de vulnérabilités, en tenant compte des risques liés au SIDA, à la drogue, aux conflits frontaliers et aux migrations internes et externes.

- d'une vision éco-géographique de l'environnement ;
- d'une plus grande souveraineté dans la définition et le choix des politiques publiques de développement ;
- de l'accès des pauvres et singulièrement, des femmes aux crédits et à d'autres facteurs (terre, forêt...) ;
- de la prise en compte de l'équité et de l'égalité entre les genres et de l'impact différentiel des répercussions sur les femmes et les hommes ;
- de la prise en compte de la problématique de la gouvernance et de l'empowerment des pauvres ;
- de l'établissement d'une matrice de comptabilité sociale qui puisse permettre un bilan social annuel à partir duquel les différents plans de développement devraient s'inspirer ;
- de la mise en place par la Société Civile et par l'Etat, d'un Observatoire sur les Changements Sociaux pour surveiller et mesurer les progrès enregistrés au niveau, des indicateurs du Développement Humain et de la Pauvreté ;
- de l'analyse et du renforcement de la stabilité et de la pérennité institutionnelle de certaines structures mises en place par le Gouvernement.
- du renforcement des capacités et du développement des infrastructures productives ; le rapport devrait s'appesantir, en particulier, sur les questions relatives à la pêche qui a un impact économique certain sur le plan des recettes et surtout au niveau des revenus des femmes ;
- de l'approfondissement du processus de décentralisation, tout en veillant au renforcement des capacités des différents acteurs ;

En guise de conclusions/recommandations portant sur cette session, l'atelier a perçu la nécessité pour la Société Civile et les Etats de se mobiliser pour amener les donateurs (partenaires au développement : la Banque Mondiale, le FMI, la BAD, ...etc.) à conformer leurs appuis, surtout financiers, aux objectifs du Développement Humain Durable définis par les Etats et le PNUD, d'une part, et, d'autre part, à accroître les ressources du PNUD en vue de promouvoir davantage le Développement Humain Durable.

III - Thème : Sécurité Humaine au Sénégal

Cette session a porté sur l'analyse du thème principal du rapport national à savoir **la Sécurité Humaine au Sénégal**. Introduit brièvement par Monsieur El Hadji Ibrahima Sall , Coordonnateur de l'équipe nationale d'experts de préparation du rapport, ce thème a été présenté de façon plus approfondie par Monsieur Papa Massène Seck un des experts nationaux qui ont produit le rapport.

Cette analyse introductive au débat a porté sur les principales conclusions du rapport sur le plan de la sécurité politique, économique, communautaire, physique, sanitaire, alimentaire et nutritionnel, qui se résument comme suit.

Sur le plan politique, même si l'appareil normatif de protection des libertés existe, la question de son utilisation effective pour garantir la sécurité politique des citoyens reste posée. En effet, il manque au Sénégal une véritable culture du contentieux parce que les règlements à l'amiable sont préférés à l'action judiciaire peu valorisée. Dans un tel contexte, des institutions relais telles que la médiation de même que la presse indépendante continuent à prendre de l'ampleur.

Le chômage aigü, ainsi que la pauvreté vue sous l'angle de ses inter-relations avec les choix de politique économique, sont analysés comme des facteurs principaux d'insécurité économique au Sénégal.

S'agissant de la sécurité physique, le rapport note en particulier que la sécurité des sénégalais est menacée par les accidents de la circulation qui constituent une véritable psychose pour les populations en général. D'autres formes de violence sont les vols, les trafic de stupéfiants, etc.

La sécurité au sein de la communauté est de plus en plus menacée au Sénégal à cause de la crise économique persistante. Le rôle protecteur de la famille diminue avec la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de leur incapacité à faire face aux charges sociales de leurs membres.

Le Sénégal fait face à de sérieux problèmes d'insécurité environnementale illustrée, par des menaces constantes sur le maintien et le renouvellement des forêts, la non disponibilité des ressources de base dont l'accès à l'eau et au sol et à l'alimentation de base, le développement de la pollution urbaine en particulier à Dakar, le transport et le stockage de produits dangereux.

Les questions relatives à la sécurité sanitaire, alimentaire et nutritionnelle se posent toujours avec acuité en dépit des efforts faits par les pouvoirs publics en particulier au cours de ces dernières années pour améliorer l'accès aux services sociaux de base et la qualité nutritionnelle en particulier pour les femmes enceintes et les enfants.

Des commentaires du Professeur Moustapha Kassé, facilitateur des travaux de cette session, et des contributions des participants à l'issue du débat que ce thème a suscité, les conclusions suivantes ont été retenues :

- la sécurité économique est fondamentale et est la traduction de l'efficience d'un cadre macroéconomique assaini. En effet, au Sénégal, à l'insécurité économique qui subsiste dans les campagnes, et qui affecte en particulier les femmes, s'ajoute celle du milieu urbain née de l'urbanisation croissante qui aggrave la pauvreté au Sénégal. L'amélioration de la sécurité économique passera nécessairement par un cadre macroéconomique assaini, et par une croissance économique soutenue par l'investissement dans la production et les secteurs sociaux. Il faut donc promouvoir des stratégies de croissance endogène qui sont les plus stables, surtout quand on sait que des secteurs clés de l'économie sénégalaise tels que l'agriculture souffrent plus d'un problème d'offre que de demande ;

- il faut articuler la croissance avec la satisfaction des besoins de base des populations dans un contexte de forte demande sociale exacerbée par l'explosion démographique. Dans une telle perspective, les politiques sectorielles (agricoles, industrielles, etc...), la stratégie de planification ainsi que les réformes institutionnelles doivent prendre en compte cette préoccupation ;

- les réformes de politique économique doivent s'appliquer tout en préservant la sécurité économique. Au Sénégal, la politique de privatisation des entreprises publiques telle qu'elle est menée par exemple dans un secteur stratégique comme l'énergie, ne garantit pas la sécurité économique. Par ailleurs l'environnement juridique en vigueur n'est pas de nature à renforcer la sécurité économique dans la mesure où certains tests de qualité sur des produits sénégalais sont laissés à la merci des concurrents étrangers ;

- l'absence d'emplois, illustrée par le taux de chômage élevé au niveau des jeunes est une démonstration de l'insécurité qui perdure au Sénégal. Le rapport national doit être approfondi en son volet analyse de l'emploi dans le contexte d'ajustement qui a caractérisé ce pays. La stratégie de développement à promouvoir devra prendre en compte la dimension emploi des jeunes ;

- l'insécurité sur le plan alimentaire est devenu également une préoccupation. En plus du déficit céréalier, le Sénégal est confronté à un problème global d'habitudes alimentaires. En cela les villes participent tout particulièrement à la dégradation du système de consommation, qui est marquée par une forte proportion de produits importés; phénomène qui s'étend maintenant au milieu rural.

Certains domaines doivent mériter une attention particulière en vue d'une plus grande sécurité humaine.

En particulier, il faudra améliorer la sécurité des pêcheurs en mer : une communication spécifique doit être développée en faveur des pêcheurs pour systématiser le port de gilet de sauvetage et vaincre les superstitions qu'on y sent liées.

Par ailleurs, il y a lieu d'insister sur la sécurité sociale et la prévoyance retraite : des risques planent sur ces secteurs si les ressources financières de l'IPRES et de la Caisse de Sécurité Sociale qui vont s'amenuisant, ne font pas l'objet d'une capitalisation judicieuse en lieu et place de toute thésaurisation ;

Il importe que des dispositions utiles soient prises face aux déchets industriels qui ne doivent pas être collectés comme des ordures ménagères ; même précaution pour les déchets bio-médicaux.

Egalement le statut de la terre doit être repensé. Dans ce cadre, il convient de mettre en place une véritable réforme foncière, en vue d'autoriser un accès plus libre à la terre en levant tous les dysfonctionnements constatés à cet égard.

La fiscalisation du secteur informel doit être mise en oeuvre pour des raisons de justice sociale et d'équité.

- l'insécurité physique est manifestement au regard du laissez-aller qui caractérise certains secteurs tels que celui de la construction où il n'existe pas de code de la construction. En conséquence d'ici 10 à 15 ans, beaucoup de bâtiments vont s'écrouler au Sénégal, avec ses conséquences de pertes en vies humaines. Un code, en cours d'élaboration pourrait limiter les conséquences de cette forme d'insécurité. Il se dégage là un problème de gouvernance générale et de protection des droits ;

- enfin l'insécurité politique et institutionnelle persistante illustrée par l'instabilité politique et sociale, constitue des contraintes à la promotion de la démocratie.

Il est important de restaurer l'autorité de l'Etat et la confiance du citoyen aux institutions. Cependant, il ne s'agit pas de revenir à l'Etat-Providence, mais il faut recentrer l'Etat dans de nouvelles missions, mais d'arriver à promouvoir l'Etat programmeur ; l'Etat producteur (des infrastructures) ; l'Etat protecteur (de l'environnement notamment). Par ailleurs, il s'agit de disposer d'institutions qui accompagnent le processus en responsabilisant les acteurs à la base pour une véritable politique de décentralisation.

IV - Thème : Globalisation, consommation et développement humain durable : Quelles stratégies pour les pays pauvres

Monsieur Abdoulaye Mar Dièye qui a introduit les travaux de cette session a axé sa réflexion sur trois aspects :

- Caractéristiques de la nouvelle ère de globalisation ;
- Implications de la mondialisation en termes de consommation ;
- Eléments de stratégies.

Caractéristiques de la nouvelle ère de globalisation

L'exposé a mis en exergue les caractéristiques ci-après de l'économie mondiale :

- Apparition de nouveaux marchés, des biens et des services interconnectés ;
- Apparition de méga-entreprises à travers le monde, aux chiffres d'affaires dépassant les PIB de plusieurs pays ;
- Apparition de nouveaux acteurs puissants dont l'hégémonie supplante celle des Etats : exemple : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) au plan multilatéral, des ONG au niveau de leur rôle de plaidoyer politique et l'existence de mouvements associatifs de portée mondiale ;
- Prolifération de regroupements commerciaux géo-stratégiques destinés à défendre les intérêts de conglomérats d'Etats (exp : MERCOSUR, SADEQ, ASEAN,...) ;
- Avènement de nouvelles règles du jeu : la privatisation et la démocratisation pluralistes s'imposent partout comme données importantes de la bonne gouvernance ; les modes de production sociale sont régulés par des conventions internationales (exp : celle relative à la biodiversité...) ;
- l'existence de moyens de communication plus rapides et moins coûteux : Internet, Email...

Au total cette nouvelle mondialisation offre des opportunités, mais elle est porteuse de menaces pour tous les protagonistes concernés. Sa conséquence essentielle est la tendance à l'unification des marchés et des cultures.

Les menaces, notamment, dont elle est porteuse ont pour noms :

- Prépondérance du profit au détriment de la sécurité de l'emploi ;
- Affaiblissement de la souveraineté des Etats dans la nouvelle gouvernance mondiale ;
- Régulation de la vie politique par les empires financiers ;
- Volatilité financière des capitaux chauds ;
- Dégradation de l'environnement ;
- Evolution inquiétante du SIDA ;
- Prolifération des armes et des tensions politico-militaires.

Ses implications en termes de consommation

On note une tendance à l'homogénéisation culturelle des modèles de consommation ; la marginalisation des couches défavorisées des pays dans la consommation.

Par ailleurs, les modes de consommation utilisés sont porteurs de dangers pour la santé humaine.

Eléments de stratégies

En guise d'éléments de stratégies, les solutions préconisées par M. Dièye sont les suivantes :

- Mieux tirer profit des opportunités de la globalisation en développant la compétitivité. Pour cela, il convient de maîtriser les coûts des facteurs de production et les taux de change, d'opérer des choix de technologies adaptées, d'assurer la protection sociale ;

- Oeuvrer pour l'accès au marché international des capitaux, car l'Aide Publique au Développement ne peut assurer seule le développement ; il s'agit là d'une possibilité à la portée des pays émergents qui ont une capitalisation boursière forte, une densité financière importante et une dette faible ;

- Tirer profit de l'opportunité de l'émigration comme moyen de transfert de capitaux et de technologies ;

- Promouvoir les technologies de consommation économiquement viables ;

- Eduquer le public pour l'amener à adopter des modèles de consommation appropriés ;

- Promouvoir le micro-crédit et la petite épargne.

Les idées qui se sont dégagées des commentaires des facilitateurs Messieurs Michel Dessart et Alioune Sall et des discussions générales relatives au thème, peuvent être résumées en quatre points :

- considérations générales sur le phénomène de mondialisation ;
- les opportunités offertes ;
- les problèmes que pose la mondialisation ;
- les stratégies pour tirer profit de ses opportunités.

Considérations générales sur le phénomène de mondialisation

- La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau ; on y est depuis longtemps. C'est une constante de la marche historique du monde. La question est de savoir comment y être mieux, car aucun pays ne peut se développer seul ;
- Le nouvel ère de mondialisation s'accompagne d'un rétrécissement de l'espace-temps et du règne de l'élément financier ; le capital financier n'est cependant pas lié à la production puisque ceux qui produisent ne sont pas les plus riches ;
- La globalisation d'aujourd'hui est unipolaire et totalisante. Elle entraîne toutes les sphères, y compris celle de la culture ; elle se déploie dans un contexte de crise : de l'Etat, même de la science ;
- La globalisation aggrave les disparités entre les pays, définit des jeux complexes, met en présence des intérêts à court et long termes qui ne sont pas toujours convergents :
 - Tenant compte de ces données, les éléments ci-après sont préconisés au titre de scénarios de sortie de crise :
 - les programmes d'adaptation conjoncturelle, parmi lesquels les programmes d'ajustement structurel.
 - la globalisation multipolaire : organisation autour de pôles
 - les ajustements régionaux (exp : Plan d'Action de Lagos).
- Dans la dynamique mondiale actuelle, des paramètres non mesurables sur le plan économique tels que la santé, la culture, la mentalité de développement, qui sont importants pour la croissance, ne sont pas toujours pris en compte;
- Pour le cas de l'Afrique, la logique de l'aide a toujours été bâtie sur ce que ce continent n'a pas : la technologie et les capitaux. La mondialisation invite à dépasser cette illusion d'optique. Il doit être question pour l'Afrique de savoir et de vouloir utiliser ce qu'elle a, de mieux valoriser son potentiel, de passer du statut d'objet à celui de sujet : ce qui invite à être prudent sur la question de "l'exceptionnalité africaine" ou encore de la "marginalisation" de l'Afrique.

Les opportunités offertes par la mondialisation sont diverses

- Alliée aux nouvelles technologies, la globalisation peut favoriser la croissance économique ; des modèles de consommation multi-culturels ; ainsi que l'émergence de sociétés multi-culturelles (à l'américaine). Elle permet le brassage culturel ; dans ce contexte, les téléservices offrent d'intéressantes perspectives.

La mondialisation soulève cependant des problèmes réels

Les progrès techniques qui accompagnent la mondialisation balayent les carrières garanties ; plusieurs adaptations professionnelles sont souvent nécessaires au cours d'une vie. Par ailleurs, les pays abordent la mondialisation avec un poids différent et partant des chances inégales.

Ainsi les pays pauvres sous ajustement, vulnérables du fait de leur base économique et technologique faible, remplissent difficilement les conditions de garantie préalables à l'accès au marché financier international. Il se pose pour eux, un problème de capacité à maîtriser les taux de change, à pérenniser les facteurs de production tels que l'énergie et les télécommunications, soumis de plus en plus à la privatisation, à protéger les consommateurs des déchets et nuisances. Un problème de capacité, d'une manière générale, à mieux "trouver leurs marques", dans un contexte où l'Etat, la famille et l'entreprise vivent difficilement les tensions nées de la crise.

Pour l'Afrique, en outre, la question des micro-espaces de développement constitue un facteur aggravant ; la durabilité et l'équité, conditions essentielles du développement humain, ne pourront se réaliser dans l'émiettement étatique.

La stratégie pour tirer profit des opportunités de la Mondialisation

S'agissant des stratégies préconisées pour tirer profit de la mondialisation, les conclusions suivantes ont été retenues :

En ce qui concerne les modèles de développement, le paradigme colonial qui a influencé les politiques est obsolète. Il s'agit de trouver un nouveau paradigme pouvant remplacer celui qui repose sur le Marché, l'Etat et la Science. Il faut explorer les futurs possibles à partir d'une réflexion prospective afin de dénicher les avantages comparatifs des pays africains. Dans cette recherche des futurs possibles, l'intégration régionale, la valorisation du capital social et la protection de l'environnement doivent constituer les fils conducteurs des démarches.

Il s'agit précisément :

- de repenser les politiques d'ajustement ; de veiller à promouvoir dans ces politiques la création d'emplois, la valorisation du capital social, l'augmentation des revenus et de la consommation des couches les plus défavorisées de la population ;

- de s'engager résolument dans l'intégration régionale afin de mieux articuler les espaces physiques et humains et d'accroître notre pouvoir de négociation collective ; de promouvoir des politiques volontaristes dans des entités économiques et géographiques fortes ; de promouvoir l'Afrique des peuples à côté de l'intégration par les institutions ;

- d'assurer une synthèse entre la tradition et la modernité, d'explorer les mécanismes culturels et sociaux, le génie propre des peuples, porteurs d'une dynamique de croissance et de création de richesses ;
- de faire de l'agriculture la locomotive du développement, de prendre conscience du rôle de l'industrie comme levier important du commerce international et de celui de la recherche/développement, c'est-à-dire du savoir et de l'innovation, comme moteurs de la compétitivité ;
- de redistribuer les fruits de la croissance en partant de stratégies claires, d'organiser les volontés et les capacités des plus démunies ;
- de revoir le marché des capitaux au niveau régional dans le sens de la promotion d'une politique de développement de mutuelles ;
- de promouvoir des modèles de consommation adaptés à notre culture ;
- d'encourager les écotaxes, tout en systématisant les études d'impact environnemental ;
- de trouver cependant des moyens d'amener l'OMC et le CODEX alimentarius, chargés de réglementer respectivement le commerce international et les normes de consommation à l'échelle mondiale, à prendre en compte nos intérêts et nos modèles de consommation et de production.

V - Thème : Perspectives pour l'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain :Expériences d'autres pays

L'exposé de Monsieur Abdoulaye Mar Dièye Chef de l'Unité responsabilisée au niveau du PNUD pour l'élaboration des rapports nationaux partage avec les participants l'expérience de son Unité en la matière et les leçons à tirer.

L'Unité de Politique Economique du PNUD qui assure le Secrétariat des rapports nationaux a comptabilisé à ce jour : 300 rapports nationaux, 10 rapports mondiaux et 9 rapports régionaux. Par ailleurs, l'exercice a permis la création de 2 centres d'Etudes et de Recherche sur le Développement Humain au Mexique et au Pakistan.

L'élaboration de ces différents documents a, entre autres, eu comme résultat : une meilleure appréciation de la demande sociale ; l'élaboration de nouvelles pistes de réflexion sur le Développement alternatif ; la réorientation des systèmes de planification (surtout en Chine et au Bangladesh). De plus en plus, l'élaboration des outils de planification partent non plus des cadrages macro-économiques mais plutôt du bilan du développement social.

S'agissant des recommandations à prendre en compte pour l'élaboration des rapports, Monsieur Dièye a souligné que :

- 1 - le maintien de l'équipe d'experts indépendants pour la conduite des rapports futurs aiderait à assurer une continuité dans la recherche. Cette recommandation procède du souci d'assurer plus de garantie au caractère intellectuel des RNDH. Aussi, faudrait-il que cette dite équipe, s'attache les services des autres experts des institutions de recherche aux fins de pérenniser la culture de recherche en Développement Humain ;
- 2 - le maintien d'un comité directeur pour la validation des rapports ;
- 3 - l'organisation d'ateliers de validation et de restitution en vue de rendre les rapports plus opérationnels ;
- 4 - la création d'un Centre d'Etude et de Recherche sur le Développement Humain (Comme ceux déjà créés au Mexique et au Pakistan) ;
- 5 - la conduite de travaux de recherche académique pour améliorer et affiner l'IDH. A cet égard, il indique que dans le prochain rapport, l'IDH sera calculé non pas à partir de la formule de l'utilité marginale décroissante du revenu d'Atkinson mais celle-ci sera remplacée par le Log népérien.

De plus, cette recherche devrait permettre de prendre en compte certains facteurs tels que la culture, l'environnement, l'écologie, la souveraineté de l'état, les questions des femmes. Il s'agira de prendre en compte dans le calcul des IDH, certains aspects qualitatifs que les modèles macro-économiques n'intègrent pas.

Des contributions du facilitateur Monsieur Mamadou Samb et celles des participants à cette session, les conclusions suivantes ont été retenues

- Nécessité de mettre en place un comité de spécialistes pour approfondir certains aspects et thèmes d'importance stratégique ;
- Approfondir la réflexion pour l'opérationnalisation des concepts ;
- Nécessité de prendre en compte certains documents importants (de la bibliographie) déjà existants
- Création d'un Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Indice de Développement Humain en Afrique. Ce Centre permettra d'améliorer l'IDH et d'étudier les modalités d'intégration des facteurs socio-culturels, environnementaux, écologiques, etc....
- Appropriation du document par les acteurs. Pour ce faire, le document devrait intégrer les dynamiques sociales et être vulgarisé auprès des décideurs et des bénéficiaires.

VI Conclusion

Au terme des deux jours de travaux, les conclusions suivantes se dégagent par rapport aux différents thèmes traités.

La promotion du Développement Humain Durable passera par la mobilisation des forces vives autour d'un projet de société. Pour ce faire il s'avère nécessaire de trouver les formes appropriées de communication pour vulgariser les concepts au niveau des populations.

Par ailleurs, il est nécessaire de créer la richesse et sans la paix sociale il ne peut y avoir de croissance économique. Les travaux ont réaffirmé la nécessité de restaurer la souveraineté des états, de disposer de mécanismes d'évaluation institutionnelle dans les pays africains et de restaurer la confiance des citoyens aux institutions afin de donner un contenu opérationnel au Développement Humain Durable.

La globalisation à la fois comme opportunité et contrainte doit être analysée dans la perspective de dénicher les avantages comparatifs des pays africains. Dans ce contexte, il s'agirait de privilégier l'intégration régionale afin de mieux articuler les espaces physiques et humains et d'accroître le pouvoir de négociation des pays africains.

S'agissant de la perspective d'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain, les travaux ont confirmé la nécessité d'approfondir la connaissance du bilan du développement humain au Sénégal et encourage la prise en compte de cette préoccupation dans les futurs rapports nationaux.

Le qualité de ces rapports et leur indépendance sur le plan scientifique doit être préservée en continuant de confier son élaboration à une équipe d'experts indépendants. Un comité scientifique ainsi que des séminaires de restitution doivent être encouragés pour renforcer l'appropriation des conclusions et recommandations de ces rapports par l'ensemble des acteurs au développement.

Les travaux de l'atelier ont été clôturés par le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Chargé du Plan, Monsieur Cheikh Faye. Ce dernier après avoir entendu les conclusions des travaux portant sur les quatre thèmes lus pas les rapporteurs, a remercié l'ensemble des participants et le PNUD pour son appui à la promotion du Développement Humain Durable.

Il a en particulier réaffirmé l'engagement du Gouvernement à capitaliser sur les leçons tirées de cet exercice.

Partant de l'évaluation des travaux de l'atelier, (voir annexe) les suggestions de thèmes à approfondir, peuvent être résumées par celui de la gouvernance que nous suggérons comme thème principal du Rapport National sur le Développement Humain, édition 1999.

ANALYSE DE LA FICHE D'EVALUATION DE L'ATELIER

Un questionnaire d'évaluation a été distribué au cours de l'atelier. L'évaluation a porté sur les quatre aspects ci-après : le contenu des présentations, les discussions, L'organisation logistique et les recommandations .

L'analyse a porté sur un échantillon de 24 questionnaires.
Les pondérations adoptées sont les suivantes ¹:

EXCELLENT : d'une valeur maximale 10

BON : d'une valeur intermédiaire bonne 7,5

MOYEN : d'une valeur intermédiaire moyenne 5

MEDIOCRE : d'une valeur minimale de 2,5

La synthèse des questionnaires a abouti aux résultats suivants organisés selon les rubriques .

1 - le contenu des présentations

- Pertinence	8,541	excellent
- Clarté	7,826	excellent
- Synthèse	6,956	bon

2: les discussions

- Niveau de participation	8,125	excellent
- Richesse des débats	7,768	excellent
- Suffisance du temps	6,666	bon
- Facilitation des séances	7,954	excellent

3: L'organisation logistique

- Documentation	7,954	excellent
- Confort du cadre/accueil	9,687	excellent
- Diversité des participants	7,826	excellent
- Repas/pauses café	8,695	excellent

¹ Les écarts sont les suivants :

- 0 - 2,5 médiocre
- 2,5 - 5 moyen
- 5 - 7,5 bon
- 7,5 - 10 excellent

4: Recommandations

Quels sont les thèmes qui ont été le mieux traités ?:

- IV Globalisation, Consommation et Développement Humain Durable : Quelles stratégies pour les pauvres
- III Sécurité Humaine au Sénégal
- I Concept de Développement Humain Durable : Contours et Implications
- II Bilan du Développement Humain Durable au Sénégal
- V Perspectives pour l'Elaboration du RNDH

Quelles questions faudra-t-il approfondir ? :

- La dimension socio - culturelle du développement
- L'impact de la croissance sur l'individu
- l'analyse du secteur de l'éducation et de la formation (RNDH)
- Bilan du DHD (RNDH)
- Sécurité Humaine au Sénégal (RNDH)
- Apport des Bénévoles et volontaires dans le DHD
- Gouvernance
- Globalisation et Consommation
- Décentralisation
- Réaction et action de l'Afrique face à la mondialisation
- Intégrer la Population, la Culture et l'Environnement dans les indicateurs d'analyse du DH
- Opérationnalisation du Concept de DHD
- RNDH pluridisciplinaire et plus participatif

Comment comptez-vous utiliser les résultats de cet atelier? :

- Recherche/ Documentation
- Appui pour proposer à la CEDEAO l'élaboration d'un rapport Régional
- Intégrer quelques indicateurs du DHD dans les outils d'analyse pour l'élaboration des PDRI
- Dans le cadre du travail (en tant que conseiller technique)
- l'atelier conforte l'AGETIP dans ses choix d'exécution des projets socio-économiques
- Organiser une réunion au sein de l'institution afin de partager l'information et élargir la réflexion
- Dissémination et prise en charge dans les programmes à venir
- intégrer la notion du DHD dans la conception des politiques de développement

Quel suivi proposez - vous ? :

- Vulgarisation/ Plaidoyer
- Les recommandations des rapports de l'atelier 1 et 2
- Ateliers sectoriels de restitution
- Poursuivre les relations PNUD, Gouvernement et tous les autres partenaires
- Mettre les informations du RNDH sur le NET
- Remise des recommandations aux autorités du pays
- Intégrer les observations les plus pertinentes, valider le document par les différents catégories d'acteurs au niveau du pays pour faciliter l'appropriation
- Assurer la continuité d'élaborer des RNDHs
- Recherche de convergence avec le ministère du Plan (DPRH) qui élabore le tableau de bord sur les indicateurs
- Mise en place d'un comité de suivi pour le DHD